

19 septembre 1958 -19 septembre 2010 : Il y a 52 ans naissait le GPRA

M. Mehri propose de décréter le 19 septembre 1958 jour de naissance de l'Etat algérien
PUBLIE LE : 18-09-2010 | 20:35

A l'initiative de l'Association Machaâl Chahid, en coordination avec El Moudjahid, a eu lieu, hier au Centre de presse de la publication, une rencontre-débat assurée par M. Abdelhamid Mehri, en commémoration du 52e anniversaire de la constitution du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), le 19 septembre 1958.

Un acteur privilégié

L'orateur, M. Abdelhamid Mehri, a été acteur privilégié de la guerre de Libération nationale et un membre influent dans les rouages politiques du GPRA et du FLN. Le témoignage et les analyses qu'il peut apporter sur les événements qui ont rythmé la Révolution algérienne sont donc d'une grande pertinence. La fidélité aux principes de Novembre constitue toujours la trame de ses analyses, avec un souci d'objectivité qu'il lui ait unanimement reconnu.

Une grande épreuve

Dans l'esprit du responsable politique, la lutte de Libération nationale a été une épreuve d'une extraordinaire difficulté avant que ne puisse être atteint l'objectif premier qui était recherchée, à savoir l'Indépendance du pays et la reconquête d'une souveraineté nationale confisquée pendant près d'un siècle et demi par l'envahisseur colonial français. M. Abdelhamid Mehri fait de la mobilisation populaire, de l'engagement du mouvement nationaliste, des facteurs essentiels ayant permis le déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954. La Déclaration de Novembre évoque la lutte de Libération nationale comme l'instrument pour la conquête de l'Indépendance nationale et l'établissement d'un Etat démocratique répondant aux aspirations populaires.

Une coalition d'intérêts pour freiner la lutte

L'Algérie a mené une lutte héroïque. Elle a fait face à une coalition d'intérêts venue au secours du gouvernement français de l'époque pour essayer d'abattre la lutte engagée par le peuple algérien. Les épreuves qui ont été traversées durant le temps de la lutte ont été terribles pour le peuple algérien, et les acteurs de la lutte. Rien n'aura été épargné à notre pays par le colonialisme français : répression, moyens militaires impressionnants, blocus pour étouffer la lutte, notamment en matière d'acheminement de l'armement, de vivres, etc.

Pour M. Abdelhamid Mehri, c'était toute la mer Méditerranée qui était l'objet d'une vaste surveillance pour empêcher que la Révolution armée algérienne ne puisse recevoir les moyens de poursuivre le combat qu'elle était décidée à mener pour restaurer la souveraineté nationale sur son territoire.

Des relations difficiles dues à un contexte contraignant

A ceux qui s'étonnent des difficultés nées entre le GPRA et les maquis à l'intérieur du pays durant la lutte de Libération nationale, l'éminent orateur rappelle que pas un seul moudjahid ne pensait que le combat se passerait sans que des difficultés innombrables n'apparaissent sur le chemin de ceux qui avaient relevé le défi, celui d'abattre le régime colonial français. C'est vrai que l'acheminement des armes, pour les raisons déjà évoquées, s'avérait un sérieux problème face au blocus maritime, à l'établissement de lignes électrifiées aux frontières, mais la détermination du peuple algérien, les énormes sacrifices consentis, l'action militaire et diplomatique ont pu servir de résonance pour la Révolution algérienne afin de triompher de l'adversité.

Le résultat d'un long processus

La création du GPRA, le 19 septembre 1958, a été ainsi le résultat d'un long processus, celui d'une maturation politique extrêmement délicate à mener, mais qui a permis de réunir les matériaux nécessaires pour imposer les thèses de la Révolution algérienne sur le plan international, et consacrer le retour de l'Algérie en tant que pays restauré dans sa souveraineté, au sein de la communauté internationale. La lutte de Libération nationale qui entrait dans sa quatrième année à la veille de la naissance du GPRA a puissamment servi dans le but de réunir les arguments à opposer sur le plan international pour justifier de l'avènement d'un gouvernement provisoire. M. Abdelhamid Mehri a fait état à ce sujet de réactions positives à l'étranger à l'annonce de la naissance du GPRA.

Une bataille importante a été remportée

Chacun avait conscience qu'une bataille importante venait d'être remportée par l'Algérie dans son combat contre l'oppression, avec une succession de reconnaissances émanant de pays frères et amis. La réaction du gouvernement français à la déclaration annonçant la création du GPRA a été immédiate. La première réplique a été d'annoncer la rupture diplomatique avec tout pays qui reconnaîtrait le GPRA. Cette mise en garde n'a jamais pu être mise en application, fait remarquer M. Abdelhamid Mehri, car elle signifiait à terme, l'isolement pour le gouvernement français sur le plan international. Le GPRA a par la suite pu conclure des accords avec de nombreux pays. Il a été signataire des conventions de Genève sur la guerre. Les documents ont été déposés auprès de la Suisse dépositaire sur le plan international de ces documents. Le gouvernement français voulait intensifier la lutte militaire contre la Révolution algérienne. Il a pris des initiatives politiques pour assurer une couverture à cette intensification de la répression sur le plan militaire. Dans tous les cas de figure, le gouvernement français voulait faire la démonstration que l'initiative lui appartenait bien qu'il était arrivé à la conclusion qu'il n'y avait pas d'autres alternatives que celle de la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie, d'où la reconnaissance du processus d'autodétermination.

Aller vers la négociation

La France n'avait d'autres solutions que d'aller vers la négociation bien que le gouvernement français ait voulu escamoter cette issue en refusant de reconnaître au GPRA, la qualité de représentant du peuple algérien, lui préférant l'appellation de délégation du FLN. Pour les Algériens, le GPRA était le représentant de l'Etat algérien en lutte.

Les Accords d'Evian : le fruit de nombreux sacrifices

Concernant les résultats des négociations d'Evian qui ont été le résultat, là aussi, d'un long processus, fait de sacrifices d'une lutte armée et d'un combat politique, d'après M. Abdelhamid Mehri, l'essentiel pour nous était d'aboutir à la reconnaissance de l'indépendance de l'Algérie. Cette objectif a été atteint. Les négociations ont été bien sûr, une lutte tactique d'un côté comme de l'autre.

Une question restée sans réponse

Pour M. Abdelhamid Mehri, la restauration de l'Etat algérien, correspond bien à la date historique qui correspond à la naissance du GPRA, le 19 septembre 1958. Cependant il reconnaît que le débat sur le sujet n'est pas clos pour beaucoup d'avis. Certains légitiment la date du 1er Novembre 1954, d'autres celles du 5 Juillet 1962, d'autres celle du 19 mars 1962. La question n'a jamais été tranchée, raison qui fait réagir M. Abdelhamid Mehri qui pense que l'Assemblée nationale ou le Conseil de la nation, ou les deux à la fois, peuvent trancher définitivement. Pour l'heure, la question reste sans réponse, affirme l'orateur. L'intervenant maintient sa préférence pour le 19 septembre 1958, les dates du 19 mars 62 et du 5 juillet 62 correspondent elles, au cessez-le-feu et à la proclamation de l'indépendance.

Reconnaissance internationale du combat des Algériens

Concernant le GPRA, sa constitution a été reconnu par 35 Etats dans le monde, la signature pour le compte de l'Etat algérien de nombreux traités internationaux. C'est un travail considérable qui a été effectué, sachant qu'il y a encore de nombreux aspects sur l'institution, elle-même, qui pourront être pris en charge par les historiens à l'avenir. Dans le débat, c'est bien autour de la constitution du GPRA, l'écriture de l'histoire, les Accords d'Evian que les questions ont été posées.

Renaissance ou restauration ?

A une question à l'adresse de M. Abdelhamid Mehri à propos de la Déclaration du 1er Novembre 1954, dont on sait qu'elle a été rédigée en langue française, il est bien fait mention de la "restauration" de l'Etat algérien. Or dans la traduction de la Déclaration en langue nationale, il est fait mention de "renaissance" de l'Etat algérien. Dans sa réponse, M. Abdelhamid Mehri, reconnaît là-aussi que la question est diversement appréciée, selon les opinions des uns et des autres. Certains, dira-t-il, relèvent que l'Etat algérien a toujours existé. Dans la réalité, il s'agit bien d'une restauration de l'Etat algérien. Ce fut la revendication du mouvement nationaliste dans la Déclaration du 1er Novembre 54.

Indépendance nationale, Etat moderne démocratique

Répondant à d'autres séries de questions, M. Abdelhamid Mehri note que les objectifs tracés par la déclaration de Novembre ont été remplis à travers la proclamation de l'indépendance nationale et la reconquête de la souveraineté. D'autres objectifs tracés constituent encore une aspiration pour tous, la construction d'un Etat moderne démocratique par exemple, la construction du Maghreb arabe.

Pas de clauses secrètes

Concernant des clauses secrètes qui auraient accompagné la conclusion des Accords d'Evian, M. Abdelhamid Mehri relève qu'à sa connaissance, ces clauses n'existeraient pas. A une autre question sur ces Accords d'Evian, dont certains comme les anciens présidents Ben Bella et Boumediène qui contestent, ou ont contesté ces Accords, l'orateur relève que ces Accords ont été avalisés par le CNRA, qui eu à analyser aussi les insuffisances. Son analyse a été d'une grande clairvoyance. Il s'agit d'accords engageant le peuple algérien, ils ne sont pas le fait d'individus. S'agissant du GPRA, l'orateur souligne que du point de vue de l'histoire, c'est M. Aït Ahmed, un des leaders de la Révolution algérienne, qui a évoqué en 1956, l'idée d'un gouvernement provisoire.

Une construction particulièrement ardue

L'idée était séduisante, mais il faut savoir qu'il s'agit-là d'une construction particulièrement ardue. La constitution du GPRA l'a été dès que les conditions ont été réunies. La constitution du GPRA a été rendue publique avec la conviction que l'opinion publique, nationale et internationale, y adhère et que l'opération réussisse.

Sur une question concernant la communauté nationale à l'étranger, M. Abdelhamid Mehri souligne que celle-ci a été aux avant-postes. Le 15 octobre 1958, dans une déclaration faite devant le tribunal français de la Seine, un mois donc après la constitution du GPRA a été lue une déclaration par un des prévenus, M. Ghafir Mohamed, dit Mohamed Clichy, responsable au sein de la Fédération de France du FLN et qui comparaisait en tant qu'accusé. Dans cette déclaration transmise par les détenus d'Aulnoy, il était dit que les accusés rejetaient la compétence des tribunaux français. Nous avons un gouvernement était-il dit dans la déclaration et c'est lui seul que nous reconnaissons comme capable de nous administrer sa justice. Ce rappel a été fait par l'intéressé dans le cadre du débat.

Blocus, répression, lignes électrifiées

A propos des relations difficiles entre les chefs de l'intérieur et du GPRA, durant la lutte de Libération nationale, M. Abdelhamid Mehri relève, que si l'on faisait un bilan de ce que le gouvernement français a accumulé comme moyens pour empêcher la Révolution algérienne de se déployer et en fin de compte, de triompher, on comprendrait alors que rien n'a été facile pour nous, blocus de la Méditerranée pour empêcher le convoiement d'armes, lignes électrifiées, répression féroce, bouclages de régions entières, présence de 2.500.000 soldats français sur le sol algérien, on peut déduire légitimement que la tâche était vraiment insurmontable. Comment alimenter en armes et en vivres les maquis ? Comment donner les moyens de lutte ? Ce sont des questions qui se posaient au quotidien pour les dirigeants algériens. La détermination d'un peuple a fini par avoir raison de toutes les difficultés et entraves dressées sur le chemin.

Une mobilisation qui n'avait pas son pareil

Les Algériens, il faut le savoir souligne M. Abdelhamid Mehri, ont mené une lutte de Libération nationale contre une mobilisation jamais constituée dans les guerres coloniales.

Il ne faut pas s'arrêter en milieu de chemin quand on fait l'analyse de tout ce qui s'est passé, comme le font certains. Pas un seul moudjahed, note l'orateur, n'était satisfait face à ces difficultés, mais il faut savoir que le GPRA faisait face à une mobilisation française, et plus largement occidentale, pour qu'aucune arme ne parvienne aux combattants algériens. S'agissant de la Déclaration de Novembre 54, et des objectifs qui y étaient poursuivis, M. Abdelhamid Mehri, relève qu'il faut revenir au projet qui y est contenu.

Un projet cohérent

Il s'agit d'un projet cohérent dans le cadre de la construction de l'Etat algérien. Cela ne doit pas nous détourner de bien poser le problème de nos relations avec la France, en fonction de facteurs objectifs ou de ceux qui ne le sont pas.

La reconnaissance de crimes contre l'humanité et une réalité dans les relations internationales

S'agissant d'une question sur la revendication algérienne de la repentance, c'est l'ancien commandant Bouslaha, moudjahed, qui avec l'assentiment de M. Abdelhamid Mehri a affirmé, en affirmant que la reconnaissance de crime contre l'humanité est une réalité dans les relations internationales.

Elle a déjà été le fait de nations qui se sont rendues coupables, à un moment donné de leur histoire, de pareils crimes. Ainsi l'Australie à l'égard des populations autochtones, l'Allemagne pour les crimes nazis, l'Italie à l'égard de la Libye...

Cela étant, le gouvernement français voulait une issue militaire en Algérie. C'est la détermination du peuple algérien, les sacrifices consentis, la lutte militaire couplée à l'action diplomatique qui ont permis aux Algériens de sortir vainqueurs d'une lutte contre un colonialisme féroce qui avait mobilisé, comme il a été souligné, d'immenses moyens pour venir à bout, sans succès, de la Révolution algérienne.

Préserver symboles et mémoire

Il nous faut aujourd'hui préserver et entretenir ce que nous avons comme symboles et la mémoire. La conclusion, c'est M. Abdelhamid Mehri qui en sera l'auteur en affirmant que la commémoration du 52e anniversaire de la création du GPRA, est un moment important. Il doit nous conforter dans la volonté de transmettre aux générations futures, une page, la plus glorieuse de l'histoire de notre pays. La commémoration d'hier, au centre de presse d'El Moudjahid a été un moment d'intense émotion. C'est devant un parterre de diplomates, de moudjahidine, de chercheurs, de médias qu'ont été rappelés, par des acteurs de la Révolution, les événements ayant conduit à l'avènement du Gouvernement provisoire de la République algérienne qui débouchèrent sur la restauration de l'Etat algérien.

TMA

Le moudjahid Abdelhamid Mehri a proposé, hier à Alger, que le 19 septembre (date de création du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) soit décrété jour de naissance de l'Etat algérien.

M. Mehri qui a animé une conférence intitulée "hommage aux membres du GPRA" et organisée par l'association Machaal El chahid au Centre de presse d'El Moudjahid a déclaré "je propose que le 19 septembre 1958 soit décrété journée de la République, jour de naissance de l'Etat algérien engendré par la Révolution", ajoutant que l'Etat algérien est "un fait qui se perpétue" alors que la création d'un gouvernement provisoire est "transitoire".

M. Mehri qui était membre du GPRA a indiqué que le 19 mars 1962 est "le jour du triomphe et le 5 juillet le jour de l'indépendance".

Il a précisé que "les générations actuelles pensent que les accords d'Evian constituent la date de la naissance de l'Etat algérien" mais en fait, a-t-il souligné, "la naissance de notre Etat est intervenue avec la création du GPRA qui a été reconnu par plus de 35 Etats dont de grands pays tels que la Chine, l'Union soviétique et l'Inde".

M. Mehri a évoqué dans son intervention l'effet suscité par la création du GPRA dont la proclamation a constitué "un événement retentissant" qui continue d'être sujet à débat.

Concernant les réactions au plan international après la proclamation du GPRA, M. Mehri a rappelé qu'elles étaient "positives", affirmant que "de nombreux pays frères et amis avaient reconnu le nouveau statut de l'Algérie".

A ce propos, le moudjahid a souligné que le GPRA avait mené à cette époque une importante bataille diplomatique pour faire connaître la cause algérienne. Concernant la réaction de la partie française, M. Mehri a indiqué que la France avait annoncé son intention de "rompre ses relations" avec les pays qui reconnaissent le GPRA, mais n'a pu exécuter cette menace de peur de se retrouver isolée aux plans maghrébin, arabe et international.

De Gaulle n'a décidé de recourir au droit d'autodétermination du peuple algérien qu'une fois "convaincu qu'il ne pouvait plus poursuivre sa politique (...) et que la proclamation de l'Etat algérien indépendant était la seule alternative, mais selon sa propre conception", a ajouté M. Mehri.

Le gouvernement algérien avait donné son accord de principe en posant des conditions et De Gaulle s'était déclaré persuadé que l'Algérie "sera un Etat souverain au dedans et au dehors". C'est ainsi qu'il a été convenu d'engager des négociations. La création du GPRA est intervenue "après que toutes les conditions à même d'assurer son succès furent réunies", a affirmé M. Mehri soulignant que ce gouvernement a joué un grand rôle dans la diplomatie en faisant "connaître la cause algérienne juste dans les fora internationaux". M. Mehri a évoqué, par ailleurs, les difficultés auxquelles a fait face la Révolution algérienne et le peuple algérien durant sa lutte armée héroïque contre la France appuyée à cette époque par l'OTAN.

APS

EL MOUDJAHID - QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Edité par l'EPE - EURL EL MOUDJAHID - 20, Rue de la Liberté - Alger - Algérie
Tél. : +213(0)21737081 - Fax : +213(0)21739043
Mail : info@elmoudjahid.com